

Orléans : première rencontre nationale de la gauche paysanne

Au cours du dernier week-end de mai, se sont tenues à Orléans les premières journées nationales des « paysans-travailleurs ». Cette rencontre a réuni, pour l'essentiel, des militants regroupés au sein de la tendance minoritaire du Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA), organisation syndicale créée dans les années 1956, sur la base d'une critique moderniste de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), tenue par les gros agrariens. Cependant, il est apparu d'emblée que les préoccupations de ces militants se situent très nettement en dehors du cadre tracé par le syndicalisme agricole traditionnel : en effet, d'une part, les « aînés » (ceux qui après 35 ans quittent le CNJA et se regroupent dans la FNSEA) avaient été invités, ce qui constitue une marque claire d'abandon du particularisme CNJA ; d'autre part, à aucun moment, la discussion n'a porté sur les problèmes particuliers du CNJA : il fut simplement décidé à l'unanimité qu'on ne se battra pas pour la reconquête de l'appareil.

Qui sont les paysans présents à Orléans ?

Cette première rencontre nationale a rassemblé, outre un grand nombre de producteurs de lait et de paysans de l'Ouest, des militants qui représentaient la quasi-totalité des productions et des régions : producteurs de lait originaires à la fois de l'Ouest et du Larzac, viticulteurs du Midi, maraîchers, etc. **Beaucoup de paysans prolétariés.**

On a pu remarquer que la majeure partie des paysans présents appartenait à la catégorie des paysans dits « prolétariés » : âgés de 30 à 45 ans, parmi les premiers à avoir adhéré au courant moderniste des années 60 porté par le CNJA, ils ont largement investi dans leur exploitation : augmentation des surfaces, achat de matériel moderne, etc. Les petits patrons qu'ils étaient n'allaient pas tarder, pensaient-ils, à devenir de véritables chefs d'entreprise... Malheureusement, il a rapidement fallu déchanter. En premier lieu, leur charge en travail s'est considérablement alourdie ; ensuite, le matériel récemment acquis s'est avéré rapidement dépassé techniquement, selon un rythme dont seule l'industrie qui achète les produits pour les transformer avant de les commercialiser décide, et qu'il faut suivre pour survivre ; ainsi, d'emprunt en emprunt, ils ont découvert que la plus grande partie du produit de leur travail s'en allait remplir les caisses du Crédit Agricole, véritable banque des industriels et des fabricants de matériel ; enfin, au bout du compte, ce qui leur restait en propre ne suffisait même pas à assurer à leur travail une rémunération horaire équivalente à celle du SMIC. Aussi ont-ils été parmi les tout premiers à prendre conscience qu'au-delà de leur situation de petits propriétaires indépendants, ils étaient bel et bien devenus des **salariés à domicile** de l'industrie — qu'elle soit coopérative ou privée — et que leur combat était désormais un combat anticapitaliste, classe contre classe.

Une situation variée chez les paysans « paupérisés ».

Ceux qui n'entraient pas dans cette catégorie, les paysans « paupérisés » ou en voie de paupérisation, se caractérisent par le fait qu'ils ont peu ou pas du tout investi pour moderniser leur exploitation : ils restent, pour l'essentiel, des paysans « traditionnels », victimes du système capitaliste qui les utilise comme réservoir de main-d'œuvre, tout en les contraignant à fournir des denrées alimentaires à bas prix.

Cependant, dans ce domaine, les situations sont variées : en effet, les dernières luttes de Bretagne auxquelles les petits paysans ont

largement participé ont bien montré que ces derniers étaient susceptibles de se reconnaître comme des salariés des firmes et d'adopter les mots d'ordre et les formes de luttes traditionnelles du prolétariat.

Par contre, les petits viticulteurs du Midi, dont le rapport aux industriels (Margnat, Nicolas, etc.) est largement voilé par tout une série de facteurs : existence de coopératives restées proches des producteurs, plus grande autonomie de décision dans l'organisation de leur travail, etc., restent assez étrangers, pour l'instant du moins, à ce type de prise de conscience. Mais ils sont assez sensibles à tous les thèmes qui touchent à la liquidation de régions entières (Occitanie), avec leur population, leur fond culturel, etc., phénomène inhérent au modèle de développement capitaliste.

Des ruptures essentielles avec le syndicalisme patronal

Ces journées nationales ont été l'occasion de consacrer toute une série de ruptures essentielles avec le syndicalisme traditionnel, déjà opérées au niveau des luttes. En effet, pour tous les syndicats paysans, l'axe principal de revendication est la défense et la promotion du statut de chef d'exploitation : hausse du prix des produits, appel aux subventions, à la garantie du marché. « L'adversaire », ou plutôt le partenaire, à qui l'on est parfois obligé de faire admettre la bien-fondé de ses exigences de façon assez rude, il est vrai, reste l'Etat, les pouvoirs publics. Les méthodes de luttes utilisées mêlent tout à la fois la violence sans cible politique claire aux pétitions adressées aux notables.

Vers un syndicalisme de classe

Pour les paysans travailleurs au contraire, l'axe de revendication essentiel doit être la défense du statut de travailleurs ; cela signifie qu'à travers l'élévation du prix des produits, c'est l'augmentation de la rémunération du travail, du prix de la force de travail qui est visée. Ainsi, revendiquer 67 centimes/litre de lait ne signifie pas rechercher une meilleure rentabilisation des investissements (point de vue capitaliste), mais exiger un **salaire horaire minimal de 6 F l'heure**, voisin de celui que perçoit un OS dans l'industrie.

C'est en raison de ce choix fondamental que les femmes et les aides familiaux sont désormais admis, non plus au titre de femme ou enfant d'exploitant comme au CNJA, mais comme membres à part entière, en vertu de leur qualité de travailleurs.

Les paysans-travailleurs exigent d'autre part, que la terre soit considérée comme un outil de travail, soumis au contrôle des paysans et non plus comme un moyen de capitalisation. Cette revendication qui pose d'emblée le problème de la **propriété privée des moyens de production** ne pourra de toute évidence, être satisfaite tant que subsistera le système capitaliste. Mais les luttes contre les cumuls (Ameteau) ont montré que cette question se pose dans la pratique et qu'il est essentiel qu'elle soit reprise au niveau des mots d'ordre.

Au-delà du syndicalisme, le problème du changement des rapports sociaux est posé

Toutefois, il est apparu également qu'une grande partie des militants présents allaient bien au-delà d'un simple point de vue syndicaliste fut-il de « lutte de classe ». Pour eux, l'objectif auquel l'ensemble du mouvement doit être subordonné est la destruction du système capitaliste. Aussi, l'unité populaire,

c'est-à-dire la fusion des luttes quand cela est possible (paysans et ouvriers d'une même laiterie : Entremont 1971), ou au moins la compréhension mutuelle des combats respectifs (solidarité paysanne avec le Joint Français) est-elle considérée comme une cible stratégique essentielle.

C'est également la question du changement des rapports sociaux que les femmes ont mis à l'ordre du jour en posant le problème de leur propre émancipation, qui, en milieu rural est inséparable de la destruction de la famille.

Beaucoup de questions restent entières

Dans tous les cercles de discussion qui se sont tenus durant ces deux jours, le débat

a été d'une richesse prodigieuse. De très nombreuses questions ont été soulevées; toutes n'ont pas reçu de réponse. Elles ont été repoussées avec plus d'acuité par la grève du lait bretonne qui a commencé quelques jours plus tard. Elles concernent notamment les formes d'organisation à adopter à la base pour se battre contre les industries : peut-être autour des usines et non plus en canton; les rapports que les paysans travailleurs doivent entretenir avec les structures syndicales traditionnelles; la manière d'organiser les éléments les plus conscients et celle de regrouper paysans et ouvriers ensemble afin que le point de vue d'ensemble sur la lutte des classes soit présent dans chaque lutte et que l'unité ouvriers-paysans ne soit plus seulement un vœu pieux.